

**Convention collective départementale**

IDCC : 1576. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, ÉLECTRIQUES,  
ÉLECTRONIQUES, CONNEXES ET SIMILAIRES  
(CHER)**

**(15 janvier 1990)**

*(Bulletin officiel n° 1990-7 bis)*

(Etendue par arrêté du 18 octobre 1990,  
*Journal officiel* du 14 novembre 1990)

■ *Journal officiel* du 3 janvier 2010

**Arrêté du 18 décembre 2009 portant extension d'un avenant à la  
convention collective des industries métallurgiques, mécaniques,  
électriques, électroniques, connexes et similaires du Cher  
(n° 1576)**

NOR : MTST0931218A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité  
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 18 octobre 1990 et les arrêtés successifs, notamment  
l'arrêté du 23 avril 2009, portant extension de la convention collective des  
industries métallurgiques, mécaniques, électriques, électroniques, connexes et  
similaires du département du Cher du 15 janvier 1990 et de textes la modi-  
fiant et complétant ;

Vu l'avenant du 4 juin 2009, relatif aux délégués du personnel, à la  
convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 10 novembre 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective  
(sous-commission des conventions et accords), rendu lors de la séance du  
15 décembre 2009,

Arrête :

### **Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques, électriques, électroniques, connexes et similaires du département du Cher du 15 janvier 1990, tel qu'étendu par arrêté du 18 octobre 1990 et à l'exclusion de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de l'avenant du 4 juin 2009, relatif aux délégués du personnel, à la convention collective susvisée.

### **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

### **Article 3**

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 décembre 2009.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur général du travail,*

J.-D. COMBREXELLE

*Nota.* – L'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/29, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.